

NON À LA PRIVATISATION DE LA RATP



Nadia Mouaddine

Les transports en commun franciliens s'effondrent à cause de la politique de libéralisation menée par la droite régionale.

La privatisation annoncée de la RATP constitue un véritable braquage ! Les équipements payés par l'argent public risquent d'être bradés au privé en quête de profits. Des milliers d'agents voient leurs conditions de travail dégradées.

Nous sommes mal transportés ! Serrés comme des sardines, dans la ligne 13, nous sommes aussi victimes d'interminables attentes de bus et maintenant de métro.

Valérie Pécresse en rajoute. Elle veut porter le Pass Navigo à 100€ au 1^{er} janvier 2023.

L'urgence commanderait au contraire de renforcer ce service public et de le rendre plus accessible en œuvrant à sa gratuité progressive.

À Gennevilliers, vous avez le pouvoir de dire non à la privatisation et à la casse des transports franciliens : Stop à la galère !

Signez la pétition pour le droit aux transports : <http://stopgalere.fr/>

Des solutions existent : il faut rétablir une offre de transport à 100%, revaloriser et embaucher des conducteurs, abandonner la privatisation, geler le prix du Pass Navigo, garantir les investissements nécessaires à l'avenir des transports.

Le transport collectif est un élément fondamental de la lutte contre le réchauffement climatique.

Pour dénoncer cette situation inique et proposer des solutions, le conseil municipal a voté à notre initiative un vœu.

En attendant de vous retrouver, nous vous souhaitons d'excellentes fêtes de fin d'année, et nous vous adressons des vœux de bonheur et de luttes pour une année 2023 au service du bien commun !

LUTTE CONTRE LA POLLUTION : LE GOUVERNEMENT CONDAMNÉ À AGIR !



Céline Lanoiselée

Le Conseil d'État vient de sanctionner le gouvernement pour son incapacité à ramener les niveaux de pollution de l'air en dessous des seuils réglementaires dans les principales agglomérations. Il l'a condamné à payer une amende record de 20 millions d'euros.

La pollution de l'air est devenue une urgence de santé publique. Ses effets délétères sont à l'origine de près de 100 000 morts prématurées par an en France, dont 48 000 décès prématurés chaque année à cause des particules fines de type PM2,5, ainsi que de multiples pathologies qui frappent en priorité les publics fragiles et les populations les plus précaires. Mais pour faire face à cette situation, l'action du gouvernement n'est pas jugée à la hauteur. Cette nouvelle condamnation vise l'action insuffisante, pas assez probante et trop lente du gouvernement.

C'est pourquoi vos élu-e-s socialistes mettent la question de la santé au cœur des politiques publiques : sortie progressive du véhicule thermique, généralisation de la vignette Crit'Air dans toutes les villes de plus de 100 000 habitants, développement des zones à faible émission (ZFE), généralisation des évaluations d'impact en santé (EIS) avant l'adoption des projets d'urbanisme ou la fin des zones d'habitation aux bords des grands axes pollués...

Sans action résolue de la part du gouvernement, ces normes seront très probablement dépassées dans plusieurs agglomérations françaises et donc à nouveau sanctionnées en 2023 au regard du second semestre 2022. Nous n'avons plus le temps ni le droit de jouer avec la santé des Français.

groupe.socialiste@ville-gennevilliers.fr

01 40 85 63 56

DES OBJECTIFS PERTINENTS



Richard Merra

Dès sa naissance, le numérique est instrumentalisé par la révolution libérale de Reagan. Il participe alors à l'atomisation des corps productifs et sociaux.

La production et la transmission des données sont désormais externalisées. L'opportunité de se libérer des concentrations industrielles, de leurs régulations salariales est ainsi offerte au patronat. Il peut enfin affaiblir les syndicats, cible principale qui structure une cohésion ouvrière s'étendant au-delà de l'usine.

On observait que dans l'entreprise industrielle, la corrélation des rémunérations les faisait progresser ensemble. Or, l'entreprise ainsi atomisée, aboutissement du rêve libéral autorise la déconnexion des processus de production et de leurs rémunérations. Sont par conséquent apparus depuis les années 80 des territoires relégués où survivent les victimes de la désindustrialisation. Et avec elle, une stagnation des bas salaires et une explosion indécrite les hauts revenus.

L'humiliation pour les uns et le manque de perspectives pour les autres freinent de ce fait les dynamiques d'inclusions.

Comme « solution », le populisme propose une « régression identitaire » aux vertus protectrices. Il l'habille d'un récit national magnifiant l'appartenance à une pureté originelle, aux vertus réparatrices de la perte d'estime. La démocratie n'est pas son objectif. Il promet un « guide » excluant « l'autre », celui qui fragiliserait la pureté identitaire en échange du pouvoir personnel.

Or, la brutalité des mutations actuelles (pandémies, dérèglement climatique et ses conséquences) n'admet plus de telles farces. Elle exige des objectifs pertinents et immédiats qui mobilisent tous les talents. Il faut relocaliser et décentraliser les productions, les mixtes énergétiques renouvelables, imposer les circuits courts, intervenir sur les passoires thermiques, rediriger la révolution numérique vers sa promesse initiale, celle de la création d'espaces délibératifs corrélés à la démocratisation des savoirs, financer la recherche.

Renvoyant les identitaires aux poubelles de l'Histoire ils devront aussi imposer que la « Redistribution » soit au centre des problématiques.

POUR LES FÊTES, UNE VILLE PROPRE



Sonia Blanc

Ce mois de décembre sera différent, notamment en raison de la sobriété énergétique et économique imposée par le contexte actuel. Si on regrette déjà la réduction des décorations dont se revêt habituellement la ville, il y a bien une « abondance » de déchets dont on aimerait se passer.

Notre ville est active, populaire, mais aussi sale que les autres. Malgré le travail remarquable des agents municipaux, pas de quartier sans déchets jonchant le sol, parfois juste à côté d'une poubelle.

Cette problématique n'est pas propre à Gennevilliers puisque la lutte contre les déchets illégaux prend une part importante dans l'action quotidienne de tous les élus locaux (villes et ruralités).

Les actions de sensibilisation et de communications sont nombreuses pour rappeler que ces incivilités ont des effets directs sur notre cadre de vie (nuisances), sur l'environnement (pollution, prolifération des rats) et la santé publique (maladies). Force est de constater que les auteurs n'en ont cure.

Pourtant, hors les déchets sauvages imputables à des professionnels extérieurs à la ville, nombreux sont ceux résultant d'incivilités qui dégradent notre quotidien. Aussi, remercions toutes ces personnes qui participent à l'amélioration de notre ville (gardiens, régie de quartier du Luth, agents municipaux, amicales, associations et collectifs d'habitants) en ramassant et nettoyant les déchets déversés par d'autres. Restons mobilisés et créatifs jusqu'à ce que nous trouvions enfin les solutions pour convaincre les récalcitrants au respect de notre cadre de vie.

Le groupe d'union des Gennevillois-e-s vous souhaite de bonnes fêtes de fin d'année et une ville propre pour accueillir vos convives.

CONTRIBUTION NON PARVENUE

DÉVELOPPONS LE SOUTIEN DE NOS JEUNES !



Karine Chalah

La méconnaissance des codes professionnels, le manque de figures inspirantes ainsi que le manque de réseau sont des obstacles récurrents pour nos jeunes ; dans nos quartiers, le parcours scolaire, universitaire puis professionnel est souvent parsemé d'embûches. La politique de notre ville doit donc soutenir fortement notre jeunesse, afin qu'elle puisse trouver sa voie et s'épanouir.

Notre critique n'est pas que négative et nous trouvons que le soutien à l'action du Réseau Etudiant Gennevillois va dans le bon sens. Le partage d'expériences, l'entraide entre jeunes et moins jeunes, afin que chacun puisse trouver les clés de sa propre réussite est de nature à élargir le champ des possibles, à la fois à titre individuel mais aussi sur le plan collectif car nos jeunes sont nos porteurs d'avenir.

Nous restons néanmoins vigilants à ce que tous les petits Gennevillois, qui n'en sont pas au stade d'une insertion professionnelle proche, aient la possibilité de prendre conscience et de développer leurs potentialités. À cet égard rendons notamment hommage au Club du Luth qui, depuis si longtemps, est fidèle au poste afin de prodiguer une aide aux devoirs aux enfants qui les sollicitent.

Pour apporter notre pierre à l'édifice sur ce plan, notre association Les Gennevillois proposera prochainement du soutien scolaire aux enfants en élémentaire ou au collège. Nous mobiliserons les ressources éducatives et culturelles dont nous disposons pour accompagner, encourager et contribuer à leur réussite. Des ateliers et autres sorties seront aussi ponctuellement proposées.

Notre rôle d'élus est d'agir concrètement et permettre la mise en œuvre d'une politique pertinente en direction de notre jeunesse, qu'elle puisse entrevoir un avenir dans lequel elle puisse se réaliser. De ce fait, il paraît parfaitement inconcevable de laisser entendre que nos jeunes ont des ailes, pour ensuite les leur couper une fois que leur réussite trouve une traduction matérielle méritée.

Dans un monde de plus en plus complexe, le chemin n'est pas facile à trouver mais il existe, différent pour chacun. Il est important de créer du lien afin de lutter contre les inégalités éducatives et sociales. Agissons pour une politique de la ville toujours plus proactive sur le sujet. Nous vous souhaitons à toutes et à tous une belle fin d'année, aux jeunes et celles et ceux qui les accompagnent au quotidien.

ZFE : SÉGRÉGATION SOCIALE EN MARCHÉ



Philippe Hallais

Tout citoyen est en droit d'être protégé par les institutions sur les plans physique (ensauvagement), économique (chômage, inflation, mondialisation), culturel (langue, histoire). De même, il est également indispensable que tout citoyen ait accès à sa liberté de mouvement et la voiture individuelle (essence ou diesel) est l'un des moyens de cette liberté.

Afin de contrer cet état de fait « intolérable » pour certains, le gouvernement a sorti de son chapeau la répression « ZFE ». Ceux qui ne connaissent pas ce que sont ces Zones à Faibles Émissions devraient s'en préoccuper. Il s'agit réellement d'une machine de guerre contre les pauvres et les classes moyennes.

L'objectif (moins de particules fines) est louable, mais son application est totalement injuste. Pour être autorisés à circuler dans les ZFE (c'est-à-dire toutes les grandes villes et leurs périphéries), les véhicules devront dès 2024 être classés critère 1 ou 2. Cela exclura notamment tous les véhicules diesel d'avant 2011 et tous les véhicules essence d'avant 2006. En conséquence, la moitié du parc automobile actuel sera exclue d'une part importante des routes de France. Ajoutons, qu'en 2030, seuls les véhicules électriques seront autorisés à Paris et grande banlieue. Naturellement, tout ceci fonctionnera avec un système répressif sophistiqué avec des radars automatiques qui traqueront les automobilistes qui franchiraient les zones ZFE avec un véhicule qui n'aurait pas le critère 1 ou 2 : 135 euros d'amende à chaque contrôle.

En fait, les particules fines sont peu liées à la circulation automobile et celles liées effectivement aux véhicules ne sont pas issues du type de motorisation, mais proviennent principalement de l'abrasion des pneumatiques et des systèmes de freinage.

Il s'agit donc d'une atteinte à la liberté pour tous et d'une discrimination intolérable à l'égard des ménages modestes. Le gouvernement souhaite-t-il une saison 2 des Gilets jaunes ?

LES GROUPES DU CONSEIL MUNICIPAL S'EXPRIMENT...

DÉCEMBRE 2022

**LES CONTRIBUTIONS
PUBLIÉES DANS CES PAGES
N'ENGAGENT PAS LA RÉDACTION
DU SITE DE LA VILLE**